

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 27/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE DES GRAVES DE L'ESTUAIRE (SGE)

Le Catelier
27340 Martot

Références : UBDEO/ECD/2026/187
Code AIOT : 0005801785

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2026 dans l'établissement SOCIETE DES GRAVES DE L'ESTUAIRE (SGE) implanté Le Catelier 27340 Martot. L'inspection a été annoncée le 22/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES GRAVES DE L'ESTUAIRE (SGE)
- Le Catelier 27340 Martot
- Code AIOT : 0005801785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des Graves de l'Estuaire (SGE) est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et de graves alluvionnaires sur la commune de Martot (27), via l'arrêté préfectoral n°D1-B1-11-466 du 16 septembre 2011, modifié par l'arrêté complémentaire du 5 avril 2022. L'arrêté d'autorisation de la carrière autorise l'exploitation du site jusqu'au 23 septembre 2026.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 1.4	Sans objet
2	Garanties financières	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 3	Sans objet
3	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 6.2.1; 6.2.2 et 6.2.3	Sans objet
4	Surveillance des poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 et 19.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu, et aucune non-conformité n'a été détectée lors de la visite de la carrière. L'exploitant a déposé un dossier de prolongation de la durée de la carrière, son autorisation arrivant à échéance prochainement (mi-septembre 2026). Le dossier est en cours d'instruction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Durée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.</p> <p>L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 15 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p>Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.</p> <p>L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection précédente (7 octobre 2025) l'exploitant avait indiqué qu'un dossier de demande de prolongation de la durée de vie de la carrière est en cours d'étude, pour une dizaine d'années supplémentaires, du fait d'un ralentissement de l'extraction (production moins importante, moins de demande notamment). En effet, la carrière actuelle est autorisée jusqu'au 23 septembre 2026.</p> <p>Le 19 janvier 2026, la société SGE a effectivement présenté une demande de prolongation</p>

d'activité de la carrière de 10 ans, portant la durée d'exploitation totale à 25 ans, soit jusqu'en septembre 2036.

Le dossier est composé notamment :

- d'une présentation du site,
- d'une présentation et d'une justification de la demande,
- d'une présentation de l'état actuel de la carrière,
- d'une évaluation de l'impact sur l'environnement de la demande,
- d'une actualisation du phasage d'exploitation,
- d'une actualisation du rythme moyen d'extraction (avec une diminution des cadences),
- d'une actualisation du phasage de réaménagement,
- d'une actualisation des garanties financières.

La demande consiste en une :

- prolongation de la durée d'exploitation de la carrière de 10 ans,
- actualisation des phasages de remblaiement et de réaménagement (pour tenir compte de la nouvelle durée),
- modification mineure des conditions de remise en état de la carrière (déplacement de la mare semi-permanente au point le plus bas et conservation d'un chemin d'exploitation forestière).

Ce dossier a été déclaré complet et recevable le 3 mars 2026.

Aussi, malgré une augmentation conséquente de la durée d'exploitation de la carrière (10 ans, portant la durée totale à 25 ans), la modification peut être considérée comme non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, compte tenu des impacts limités de ces modifications par rapport aux conditions d'exploitation actuelles. Elle est par ailleurs de nature à contribuer à la préservation de la ressource en matériaux naturels.

La prolongation de la durée d'exploitation de la carrière nécessite l'information du public en application des dispositions de l'article L. 123-19-2 du code de l'environnement, sous la forme d'une participation du public par voie électronique (PPVE).

Il sera procédé à une PPVE du lundi 15 juin 2026 au lundi 29 juin 2026, soit pour une durée de 15 jours consécutifs, à l'issue de laquelle un renouvellement d'autorisation sera éventuellement proposé.

Enfin, le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier plan d'exploitation, en date du 6 février 2026. Comme mentionné dans le dossier de demande, il est actuellement en phase d'extraction dans la parcelle C34.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/04/2022, article 3

Thème(s) : Situation administrative, Renouvellement

Prescription contrôlée :

La société fournit au préfet de l'Eure, dans un délai de deux mois à compter de la cessation de la parcelle C60, un document attestant du renouvellement des garanties financières établies dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

Constats :

La société SGE a fait parvenir l'acte de cautionnement en date du 24 avril 2022, d'un montant égal à 709 057 euros, valable jusqu'au 23 septembre 2026.

Ces garanties financières sont par ailleurs réévaluées par l'exploitant dans le cadre du dossier de demande de prolongation de la carrière, et seront à renouveler si la prolongation est accordée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 6.2.1; 6.2.2 et 6.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores

Prescription contrôlée :**Article 6.2.1.2:**

Les émissions sonores dues aux activités de l'exploitation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'exploitation)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Art 6.2.2

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser 55 dB(A) pour la période allant de 7 h à 22 h en limite de propriété au niveau du hameau des fiefs mancels et 70 dB(A) ailleurs.

Les émissions sonores dues aux activités de l'exploitation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1.2, dans les zones à émergence réglementée.

En dehors de la plage horaire de 7 h à 22 h et durant les week-ends et les jours fériés, l'exploitation (décapage, extraction, mise en stock et réaménagement) est interdite.

Art 6.2.3

Art 6.2.3

L'exploitant fait réaliser dès l'ouverture de la carrière et ensuite tous les deux ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement après accord de l'inspection des installations classées.

Ces mesures sont réalisées au minimum au niveau de la carrière et des habitations les plus proches de la zone d'extraction (hameau les "Fiefs Mancels").

Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.

Constats :

Lors de la dernière visite d'inspection (octobre 2025) il avait été constaté que lors de la campagne de mesures de septembre 2025:

- le point en limite de site au niveau du hameau des fiefs mancels est non-conforme : 59.5 dB(A) > 55 dB(A);
- le point en ZER n'a pas pu être mesuré suite au trépied qui est tombé en cours de mesure.

Au vu des résultats (non-conformité près du hameau des fiefs mancels), il avait été demandé à l'exploitant de procéder à une nouvelle campagne de mesure, sous 3 mois. L'exploitant avait par ailleurs indiqué l'avoir déjà planifié pour fin octobre 2025.

Le 8 décembre 2025, l'exploitant a répondu par courrier en réponse à notre demande d'action corrective:

- une campagne de mesure acoustique à bien été réalisée au mois de novembre 2025, par la société ACOUSTB;
- les valeurs mesurées sont conformes à la réglementation.

En particulier, le point en limite de site LP2 qui se situe non loin du hameau des fiefs mancels indique 48 dB(A) (inférieur au 55 dB(A).

Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que la prochaine campagne aura lieu en 2027, pour respecter la périodicité de 2 ans prescrite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 et 19.6

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

Article 19.5

Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Pour les « exploitations » de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.

Article 19.6

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Article 19.9.

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Constats :

Les carrières SGE, STREF et CBN situées à MARTOT (27), dont la production annuelle dépasse les 150 000 tonnes et qui réalisent une extraction à sec, ont défini un plan de surveillance commun des émissions de poussières, dans lequel sont précisés la délimitation de la zone d'émissions des poussières, les conditions météorologiques, les propositions et localisations des stations de mesures.

Cette étude vise à contrôler les retombées de poussières dans l'environnement aux abords des 3 carrières.

Le jour de la visite, le bilan pour les années 2024 et 2025 (rapport de la société SGS en date du 26/01/2026) a été présenté:

- la jauge correspondant à la carrière objet de la visite d'inspection est la jauge 5;
- pour cette jauge, les mesures sont semestrielles, réalisées sur 30 jours en mars/avril puis en septembre/octobre ;
- pour cette jauge, les résultats indiquent une conformité (moyenne annuelle glissante inférieure à 500 mg/m²/jour) : 62 mg/m²/jour en 2024 et 34 mg/m²/jour en 2025.

Par ailleurs, le dossier à l'étude indique que l'ensemble des mesures relatives à la prévention des pollutions atmosphériques seront maintenues :

<ul style="list-style-type: none">- les voies de circulation sont arrosées dès que nécessaire à l'aide d'une tonne à eau afin de prévenir les envols de poussières;- le transport des matériaux extraits vers l'installation de traitement est réalisé par convoyeurs.- Les convoyeurs sont dimensionnés pour limiter les envols de poussières (absence de sauterelle de grande hauteur); <p>Le programme de surveillance des retombées atmosphériques sera également maintenu.</p>
--

<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
